



GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité



Direction générale des Affaires maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture

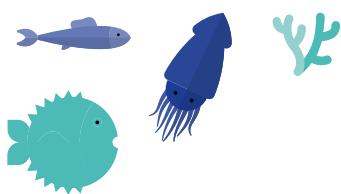


UNE ADMINISTRATION CENTRALE
TOURNÉE VERS LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE DES ACTIVITÉS MARITIMES
ET DU LITTORAL

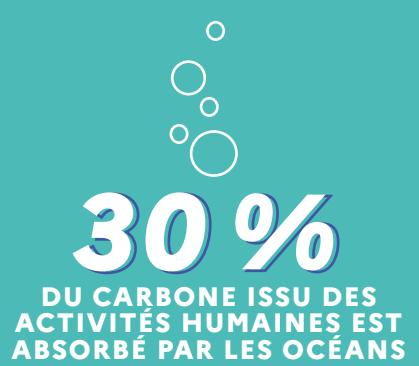


La direction générale soutient et anime une administration maritime de 2 950 agents à Paris et sur le littoral, répartis sur toutes les façades de l'Hexagone et de l'outre-mer, au service des marins, armateurs, pêcheurs, industriels, ports, aquaculteurs, élus littoraux, plaisanciers et de la protection des ressources et milieux maritimes.





LA FRANCE
EST LE DEUXIÈME
PRODUCTEUR
EUROPÉEN POUR
L'AQUACULTURE, ET
LE TROISIÈME POUR
LA PÊCHE



PÊCHE ET AQUACULTURE DURABLE



La pêche et l'aquaculture sont deux secteurs dont le poids économique est essentiel à l'échelle des territoires notamment en termes d'emploi. Depuis 1982, les politiques publiques dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture sont intégrées dans une politique commune de la pêche à l'échelle de l'Union européenne.



AQUACULTURE ET ÉCONOMIE DES PÊCHES, SOUTIEN AUX FILIÈRES

- ~ Structurer les filières amont/aval (commercialisation, transformation).
- ~ Gérer la politique d'aide aux entreprises de pêche et d'aquaculture, et l'intervention face aux crises.
- ~ Mettre en place la réglementation des activités de la pêche et les activités aquacoles.
- ~ Piloter le Fonds européen affaires maritimes, pêches et aquaculture (Feampa).

Pêche

1,2

milliard d'euros
de chiffre d'affaires

Pisciculture

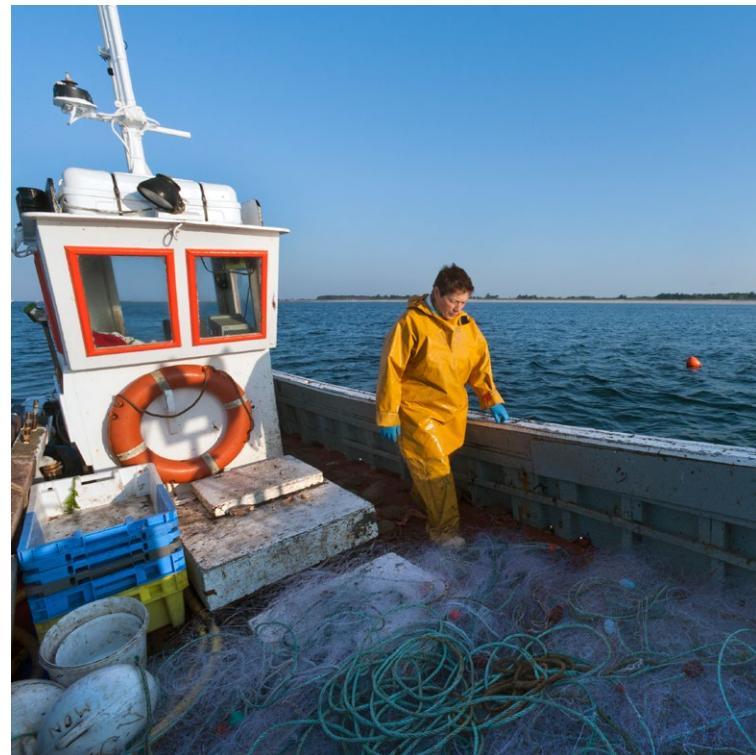
180

millions d'euros
de chiffre d'affaires

Conchyliculture

900

millions d'euros
de chiffre d'affaires



RESSOURCES HALIEUTIQUES, UN OBJECTIF DE GESTION DURABLE ET RESPONSABLE

- ~ Piloter la gestion durable des ressources halieutiques.
- ~ Négocier les droits de pêche dans le cadre européen et international.
- ~ Développer la connaissance des écosystèmes.
- ~ Lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

6 034

navires de pêche

13 119

marins pêcheurs

1

centre national
de surveillance
des pêches maritimes
(CNSP) à Étel

60 %

des stocks sont gérés
de manière durable

FLOTTES ET EMPLOI MARITIMES



La mer a toujours été indissociable de la vie des hommes et des femmes, pour ses ressources alimentaires comme pour les échanges commerciaux. La formation aux métiers de la mer et l'accompagnement des gens de mer dans leur parcours professionnel représentent aujourd'hui des enjeux majeurs pour le développement d'une économie bleue durable, fondée sur des flottes décarbonées et sécurisées.



MARINS ET GENS DE MER, FEMMES ET HOMMES PORTEURS DE LA CROISSANCE BLEUE

- ~ Suivre la vie professionnelle des marins : carrière, sécurité sociale, santé, etc.
- ~ Assurer l'enseignement, la formation et la délivrance des titres professionnels maritimes grâce à une école d'enseignement supérieur maritime et 92 organismes privés de formation agréés par l'État.

36 000
titres de qualification délivrés par an

2 900
élèves inscrits dans les établissements d'enseignement maritime

environ
40 000
marins actifs qui cotisent au régime spécial de sécurité sociale des marins du commerce, de la pêche et de la plaisance

46 000
visites médicales au profit des gens de mer

SÉCURITÉ, TRANSITION ÉCOLOGIQUE DES NAVIRES

- Inspecter les navires professionnels français et les navires de commerce étrangers qui font escale dans les ports nationaux, via les centres de sécurité des navires (normes de sécurité, conditions de travail et de vie à bord, contrôles environnementaux).
- Mener la négociation internationale et la mise en œuvre des règles en matière de décarbonation des navires, de lutte contre les pollutions et de sécurité maritime.
- Accompagner l'innovation dans une perspective de transition écologique et énergétique des navires.



1 000

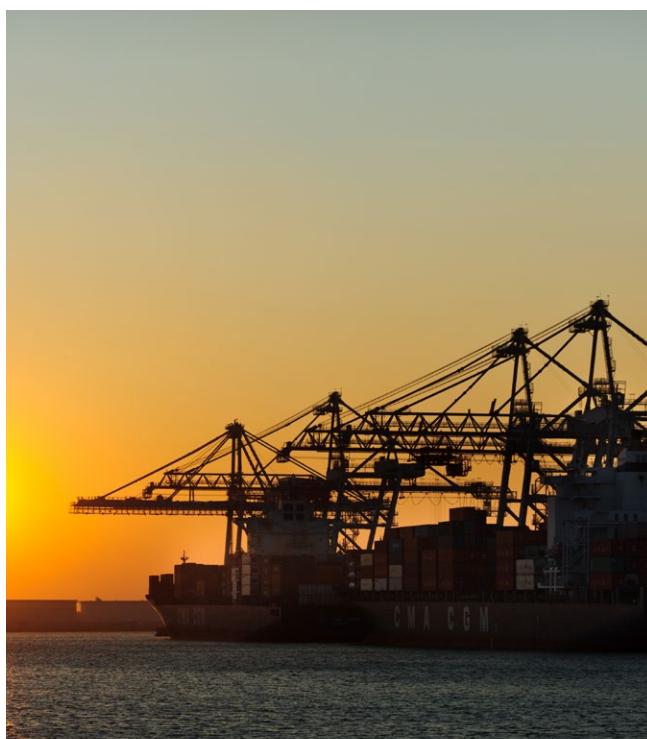
navires étrangers inspectés chaque année dans les ports français, dans le cadre de la lutte contre les navires qui ne respectent pas les normes internationales en matière de sécurité, sûreté, prévention de la pollution et de conditions de vie et de travail à bord

12 000

vérifications annuelles du niveau de sécurité et de conformité des navires français

600

contrôles des émissions de soufre dans les combustibles des navires



FLOTTE DE COMMERCE

- Accompagner et soutenir d'un point de vue économique les armateurs français en situation de forte concurrence internationale.
- Suivre les questions européennes et internationales du transport et des services maritimes.

424

navires sous pavillon sur les 5 registres nationaux du pavillon français

8,3

ans d'âge moyen pour la flotte de transport

ESPACES MARITIMES ET LITTORAUX



L'espace maritime et littoral français abrite un patrimoine naturel exceptionnel, il est aussi porteur de développement social et économique. Pour répondre à ces enjeux, la France a adopté une Stratégie nationale pour la mer et le littoral, qui définit une politique maritime ambitieuse visant à assurer l'attractivité du littoral dans une perspective de développement durable et d'amélioration de la prise en compte de l'ensemble de ses enjeux.



PLANIFICATION DE L'ESPACE MARITIME, CONCILIATION DES USAGES EN MER ET SUR LE LITTORAL

- ~ Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale mer et littoral, et des stratégies maritimes métropolitaines et ultramarines.
- ~ Assurer la promotion de l'économie bleue.
- ~ Concilier les usages sur l'espace maritime et littoral.

70 000
citoyens connectés
sur la plateforme merlittoral2030

1
stratégie pour chaque façade maritime de l'Hexagone (Manche Est Mer du Nord, Nord Atlantique Manche Ouest, Sud Atlantique, Méditerranée) et chaque bassin outre-mer

1
cadre
d'accompagnement
financier des projets
des territoires

SAUVETAGE, NAVIGATION ET CONTRÔLE

- ~ La surveillance et le sauvetage en mer, grâce aux 7 CROSS en métropole et outre-mer, et aux 2 centres spécialisés de Papeete et Nouméa.
- ~ 34 navires de balisage et 32 centres sur le littoral.
- ~ 288 heures de vols de surveillances des émissions atmosphériques des navires de commerce.
- ~ Contrôler des activités maritimes grâce à un dispositif composé de 5 patrouilleurs, 26 unités littorales des affaires maritimes et 2 centres opérationnels, le centre national de surveillance des pêches (CNSP) et le centre d'appui au contrôle de l'environnement marin (CACEM).
- ~ Lutter contre les pollutions marines sur les littoraux, avec des centres POLMAR Terre répartis sur tout le littoral.

plus de
6 000
aides à la navigation (bouées, phares, feux, balises, etc.)

plus de
52
kilomètres de barrages flottants contre les pollutions sur le littoral

plus de
30 000
contrôles des pêches par an et plus de 10 000 contrôles de l'environnement marin

13 600
opérations de sauvetage en mer par an impliquant 25 000 usagers



NAUTISME ET PLAISANCE

- ~ Encadrer et sécuriser les activités de plaisance et de loisir.
- ~ Développer la pratique de loisir et les activités professionnelles, dont le yachting.
- ~ Encourager la responsabilité écologique et énergétique des pratiques, des ports et des chantiers.
- ~ Simplifier les démarches en ligne « demarches-plaisance.gouv.fr »

80 000
titres de navigations délivrés par an

100 000
permis plaisance, dans plus de 1150 bateaux écoles

462
ports de plaisance, disposant de 220 000 places à l'année

5
milliards de chiffre d'affaires, impliquant 5 000 entreprises, 150 000 emplois et 15 millions de pratiquants



FOCUS

NUMÉRIQUE, COMPÉTENCES ET PILOTAGE BUDGÉTAIRE AU SEIN DE LA DGAMPA

- ~ Gérer 2950 agents répartis sur tous les territoires et en outre-mer.
- ~ Une administration qui tire parti des nouvelles technologies (numérique, intelligence artificielle, drones, balisage virtuel, portails pour les usagers, etc.).
- ~ Des établissements publics sous tutelle dans le domaine de la gestion des aides économiques (FranceAgriMer), de la science (Ifremer), du régime social des marins (Enim) ou encore de la formation (École nationale supérieure maritime, lycées maritimes).

LA DGAMPA C'EST AUSSI :

100
applications
informatiques
métiers

16
établissements
publics sous tutelle

1
école
des affaires
maritimes

27
capitaineries de ports
décentralisés

30 000
contrôles des pêches par an
et plus de 10 000 contrôles
de l'environnement marin

150 000
navires de commerce transitent
dans les eaux sous juridiction
française par an et font l'objet
d'un suivi par les CROSS





SUIVEZ L'ACTUALITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES DE LA DGAMPA SUR :

www.mer.gouv.fr

